

23 -07- 2007

01 -10- 2007

NR. 84.915/6/322 J  
N°

**Commission paritaire pour le travail intérimaire et les entreprises agréées  
fournissant des travaux ou services de proximité**

**Convention collective de travail du 6 juillet 2007 concernant la prime de  
fin d'année des travailleurs intérimaires**

**CHAPITRE Ier - Champ d'application**

**Article 1er**

La présente convention collective de travail s'applique :

- 1° aux entreprises de travail intérimaire, visées par l'article 7,1° de la Loi du 24 juillet 1987 concernant le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs;
- 2° aux travailleurs intérimaires, visés par l'article 7,3° de la loi susmentionnée du 24 juillet 1987, qui sont occupés par ces entreprises de travail intérimaire

**CHAPITRE II - Dispositions**

**Article 2**

La présente convention collective de travail a pour objet d'instaurer un système d'octroi d'une prime de fin d'année pour les travailleurs intérimaires à charge du Fonds Social pour les intérimaires institué par la convention collective de travail n°36 bis du 27 novembre 1981, conclue au sein du Conseil national du travail, concernant l'institution d'un Fonds de sécurité d'existence pour les intérimaires et la fixation de ses statuts, rendue obligatoire par l'Arrêté Royal du 9 décembre 1981, publié au Moniteur belge le 6 janvier 1982.

Cette prime remplace intégralement les avantages ou indemnités qui sont accordés aux travailleurs permanents de l'utilisateur à titre de prime de fin d'année.

Une liste des avantages non couverts par la présente convention collective de travail sera dressée par le Conseil d'Administration du Fonds Social et communiquée aux entreprises de travail intérimaire.

**Commentaire**

- 1° Les primes de fin d'année conventionnelles ou contractuelles, auxquelles le personnel permanent de l'utilisateur a droit, étaient, avant l'entrée en vigueur de la convention collective de travail n° 36 decies du 4 mars 1986, conclue au sein du Conseil national du travail, concernant la prime de fin d'année des travailleurs intérimaires, normalement dues aux travailleurs intérimaires, pour autant que ces derniers remplissent les conditions fixées à cet effet.

Néanmoins, il y avait des travailleurs intérimaires qui, bien que remplissant ces conditions, ne touchaient pas la prime, soit parce qu'ils ignoraient ces conditions, soit parce qu'ils oubliaient de faire valoir leurs droits, alors que les entreprises de travail intérimaire n'avaient souvent plus de contact avec les travailleurs en question.

Vu ces circonstances, la convention collective de travail n°36 decies, remplacée par la convention collective de travail du 10 décembre 2001, a élaboré un système d'octroi d'une prime de fin d'année aux travailleurs intérimaires à charge du Fonds social pour les intérimaires, laquelle prime constitue un système remplaçant les avantages ou indemnités accordés aux travailleurs permanents de l'utilisateur à titre de prime de fin d'année.

2° Le Conseil d'Administration du Fonds Social déterminera les avantages non couverts par la présente convention. La liste de ces avantages peut être adaptée, revue ou complétée.

### **Article 3**

Les travailleurs intérimaires ont droit, à charge du Fonds Social, à une prime de fin d'année dans les conditions et modalités prévues ci-après

### **Article 4**

La période de référence pour la prime de fin d'année débute le 1er avril d'une année et se termine le 31 mars de l'année suivante.

Pour avoir droit à la prime de fin d'année, le travailleur intérimaire doit totaliser, au cours de la période de référence, dans le régime de cinq jours de travail par semaine, au moins 65 jours pris en considération pour l'assujettissement à la sécurité sociale en qualité de travailleur intérimaire, ou au moins 78 jours dans le régime de six jours de travail par semaine.

Les jours au cours desquels l'intérimaire est occupé dans le cadre d'un contrat d'occupation d'étudiants, donnant lieu uniquement au paiement de cotisations de solidarité, n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul du nombre de jours.

Par dérogation à la règle des 65 (78) jours, les intérimaires qui, au cours de la période de référence, sont engagés en fixe par l'utilisateur chez qui ils étaient occupés juste avant comme intérimaires, peuvent bénéficier de la prime de fin d'année pour autant qu'ils totalisent au moins 60 (72) jours dans cette période de référence.

Les intérimaires qui ne peuvent pas prétendre à la prime de fin d'année en application des deux paragraphes précédents, mais qui totalisent 65 jours entre le 1er janvier et le 10 avril de la même année civile, ont également droit à la prime de fin d'année. Les jours de travail ou assimilés qui tombent après le 31 mars doivent être prouvés par l'intérimaire au moyen du contrat de travail intérimaire et de la fiche de salaire.

## **Article 5**

Le Conseil d'Administration du Fonds Social pour les Intérimaires prend les mesures nécessaires à la prise en compte des journées de travail assimilées survenant dans le cours d'un contrat de travail intérimaire, ainsi que celles nécessaires à la prise en compte des journées compensatoires accordées en application de la loi sur la durée du travail.

## **Article 6**

La prime est octroyée dans le courant du mois de décembre selon les modalités déterminées par le Conseil d'Administration du Fonds Social.

## **Article 7**

Pour la prime de fin d'année 2007 (période de référence : 1er avril 2006 - 31 mars 2007), la prime s'élève à 8,15 p.c. de la rémunération brute gagnée pendant la période de référence. A partir de la prime de fin d'année 2008 (période de référence : 1er avril 2007 - 31 mars 2008), la prime s'élève à 8,22 p.c. de la rémunération brute gagnée pendant la période de référence.

Les rémunérations prises en considération pour le calcul de la prime sont celles, assujetties aux cotisations sociales, qui sont mentionnées, pour la période de référence, dans les déclarations à l'O.N.S.S. des entreprises de travail intérimaire concernant leurs travailleurs intérimaires, à l'exception de celles qui sont mentionnées dans les déclarations ONSS des entreprises de travail intérimaire autorisées à exercer des activités dans le cadre de la Commission paritaire de la construction (C.P. 124).

Les modalités de prise en compte de la rémunération des journées assimilées sont déterminées par le Conseil d'Administration du Fonds Social.

## **CHAPITRE III - Dispositions abrogatoires**

### **Article 8**

La présente convention collective de travail abroge la convention collective de travail du 11 octobre 2005, conclue au sein de la Commission paritaire pour le travail intérimaire, concernant la prime de fin d'année, rendue obligatoire par l'Arrêté Royal du 13 février 2007 et publiée au Moniteur belge du 28 février 2007, ainsi que la convention collective de travail n° 36 decies du 4 mars 1986, conclue au sein du Conseil national du travail, concernant la prime de fin d'année des travailleurs intérimaires, rendue obligatoire par l'Arrêté Royal du 20 mars 1986, publié au Moniteur belge le 19 avril 1986.

## CHAPITRE IV - Durée

### Article 9

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2007. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle pourra être dénoncée par chacune des parties, moyennant un préavis de trois mois adressé par lettre recommandée au Président de la Commission Paritaire pour le travail intérimaire.

Fait à Bruxelles, le 6 juillet 2007

Pour Federgon Intérim  
H. MUYLDERMANS

Pour la FEB  
S. KOHNENMERGEN

Pour la CGSLB  
J. ROELANDT

Pour la FGTB  
J. MICHIELS

Pour la CSC  
A. LEURS  
A. DEBRULLE

**Paritair Comité voor de uitzendarbeid en de erkende ondernemingen**  
**die buurtwerken of -diensten leveren**

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 6 juli 2007 betreffende de**  
**eindejaarspremie van de uitzendkrachten**

**HOOFDSTUK I - Toepassingsgebied**

**Artikel 1**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op

- 1° de uitzendbureaus, bedoeld bij artikel 7,1° van de Wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van **werknemers** ten behoeve van gebruikers;
- 2° de uitzendkrachten, bedoeld bij artikel 7,3° van **genoemde** wet van 24 juli 1987, die door de uitzendbureaus worden tewerkgesteld.

**HOOFDSTUK II - Bepalingen**

**Artikel 2**

Deze overeenkomst strekt ertoe een regeling op te zetten waarbij aan de uitzendkrachten een **eindejaarspremie** wordt toegekend ten laste van het Sociaal Fonds voor de uitzendkrachten dat werd opgericht bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 36bis van 27 november 1981, afgesloten in de Nationale Arbeidsraad, betreffende de oprichting van een Fonds voor bestaanszekerheid voor de uitzendkrachten en vaststelling van zijn statuten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 9 december 1981 en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 6 januari 1982.

Die **premie** vervangt integraal de voordelen of vergoedingen die als eindejaarspremie aan het vast personeel van de gebruiker worden toegekend.

De raad van beheer van het Sociaal Fonds zal een lijst opstellen van de voordelen die niet door deze overeenkomst zijn beoogd: die lijst zal aan de uitzendbureaus worden toegezonden.

**Commentaar**

- 1° De conventionele of contractuele eindejaarspremies, waarop het vast personeel van de gebruiker recht heeft waren, vóór de inwerkingtreding van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 36 decies van 4 maart 1986, afgesloten in de Nationale Arbeidsraad, betreffende de eindejaarspremie van uitzendkrachten, **normaal** verschuldigd aan de uitzendkrachten, voor zover zij de daartoe gestelde voorwaarden vervulden.

Nochtans waren er uitzendkrachten die, hoewel zij deze voorwaarden vervulden, de premie niet ontvingen, hetzij omdat ze die voorwaarden niet kenden, hetzij

omdat ze vergaten hun rechten te doen gelden, terwijl de uitzendbureaus met de betrokken **werknemers** dikwijls geen contact **meer** hadden.

Gezien deze **omstandigheden**, heeft de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 36 decies, vervangen door de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2001, in een regeling voorzien waarbij aan de uitzendkrachten ten **laste** van het Sociaal Fonds voor de uitzendkrachten een eindejaarspremie werd toegekend die **als** systeem in de plaats **komt** van de voordelen of vergoedingen die **als** eindejaarspremie aan het vast personeel van de gebruiker worden toegekend.

- 2° De raad van beheer van het Sociaal Fonds **zal** de voordelen vaststellen, waarop deze overeenkomst niet van toepassing is. De **lijst** van deze voordelen kan worden aangepast, herzien of aangevuld.

### **Artikel 3**

De uitzendkrachten hebben ten laste van het Sociaal Fonds recht op een eindejaarspremie in de hierna bepaalde voorwaarden en formaliteiten.

### **Artikel 4**

De referteperiode voor de eindejaarspremie vangt aan op 1 april van een bepaald jaar en eindigt op 31 maart van het daaropvolgende jaar.

Om recht te hebben op de eindejaarspremie **moet** de uitzendkracht, tijdens deze referteperiode, in het stelsel van de vijfdaagse werkweek, ten **minste** 65 dagen tellen die in aanmerking **komen** voor de onderwerping aan de sociale zekerheid als uitzendkracht, of ten minste 78 dagen in het stelsel van de zesdaagse werkweek.

De dagen waarop de uitzendkracht tewerkgesteld wordt in het kader van een arbeidsovereenkomst voor de tewerkstelling van studenten, die **enkel** in aanmerking komen voor solidariteitsbijdragen, komen niet in aanmerking voor de berekening van het aantal dagen.

In afwijking van de regel van 65 (78) dagen hebben de uitzendkrachten die tijdens de referteperiode in vaste dienst treden bij de gebruiker waarbij zij onmiddellijk daarvoor als uitzendkracht waren tewerkgesteld, recht op een eindejaarspremie als zij in deze referteperiode minstens 60 (72) dagen tellen.

Uitzendkrachten die geen aanspraak kunnen **maken** op de eindejaarspremie door de toepassing van de twee voorgaande paragrafen, **maar** die tussen 1 januari en 10 april van hetzelfde kalenderjaar 65 dagen tellen, hebben eveneens recht op de eindejaarspremie. De arbeids- of gelijkgestelde dagen die vallen na 31 maart moeten door de uitzendkracht worden bewezen aan de hand van de arbeidsovereenkomst voor uitzendarbeid en de loonfiche.

## **Artikel 5**

De Raad van Beheer van het Sociaal Fonds voor de uitzendkrachten **neemt** de maatregelen die nodig zijn voor het in aanmerking nemen van de gelijkgestelde dagen tijdens de duur van een arbeidsovereenkomst voor uitzendarbeid, alsmede de maatregelen die nodig zijn voor het in aanmerking nemen van de compensatiedagen die worden toegekend ter toepassing van de wet **betreffende de arbeidsduur**.

## **Artikel 6**

De **premie** wordt in de loop van de maand december toegekend volgens de door de raad van beheer van het Sociaal Fonds vastgestelde modaliteiten.

## **Artikel 7**

Voor de eindejaarspremie 2007 (referteperiode 1 **april** 2006 - 31 maart 2007) bedraagt de premie **8,15 pct.** van het tijdens de referteperiode verdiende brutoloon. Vanaf de eindejaarspremie 2008 (referteperiode 1 april 2007- 31 maart 2008) bedraagt de premie **8,22 pct.** van het tijdens de referteperiode verdiende brutoloon.

De lonen die voor de berekening van de premie in aanmerking **komen**, zijn de lonen, onderworpen aan RSZ-bijdragen, die voor de referteperiode **vermeld** zijn op de R.S.Z.-aangiften van de uitzendbureaus voor hun uitzendkrachten, met uitzondering van die vermeld op de RSZ-aangiften van de uitzendbureaus die erkend zijn **om** activiteiten uit te oefenen in het Paritair Comité voor het bouwbedrijf (P.C. 124).

De modaliteiten voor het in aanmerking nemen van **het loon** van de gelijkgestelde dagen worden vastgesteld door de raad van beheer van het Sociaal Fonds.

## **HOOFDSTUK III - Opheffingsbepalingen**

### **Artikel 8**

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst heft de vorige collectieve arbeidsovereenkomst van 11 oktober 2005, afgesloten in het Paritair Comité voor de uitzendarbeid, betreffende de eindejaarspremie van uitzendkrachten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 13 februari 2007 en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 28 februari 2007 en de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 36 decies van 4 maart 1986, afgesloten in de Nationale Arbeidsraad, betreffende de eindejaarspremie van uitzendkrachten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 20 maart 1986 en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 19 april 1986, op.

## HOOFDSTUK IV – Duur

### Artikel 9

Onderhavige **collectieve** arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2007. Zij is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan mits een opzeggingstermijn van drie maanden door elk van de partijen worden opgezegd bij een ter post aangetekend schrijven gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de Uitzendarbeid.

Opgemaakt te Brussel op 6 2007

Voor Federgon Uitzendarbeid  
H. MUYLDERMANS

Voor het VBO  
S.

Voor het ACLVB  
J. ROELANDT

Voor het  
J. MICHIELS

Voor het ACV  
A. LEURS  
A. DEBRULLE